



Assemblée générale d'AGRI Fribourg Freiburg

30 juin 2025

Rapport du Directeur

L'année 2024 a été une année de transition pour AGRI Fribourg. Une année intense, marquée par de nombreuses tâches et engagements.

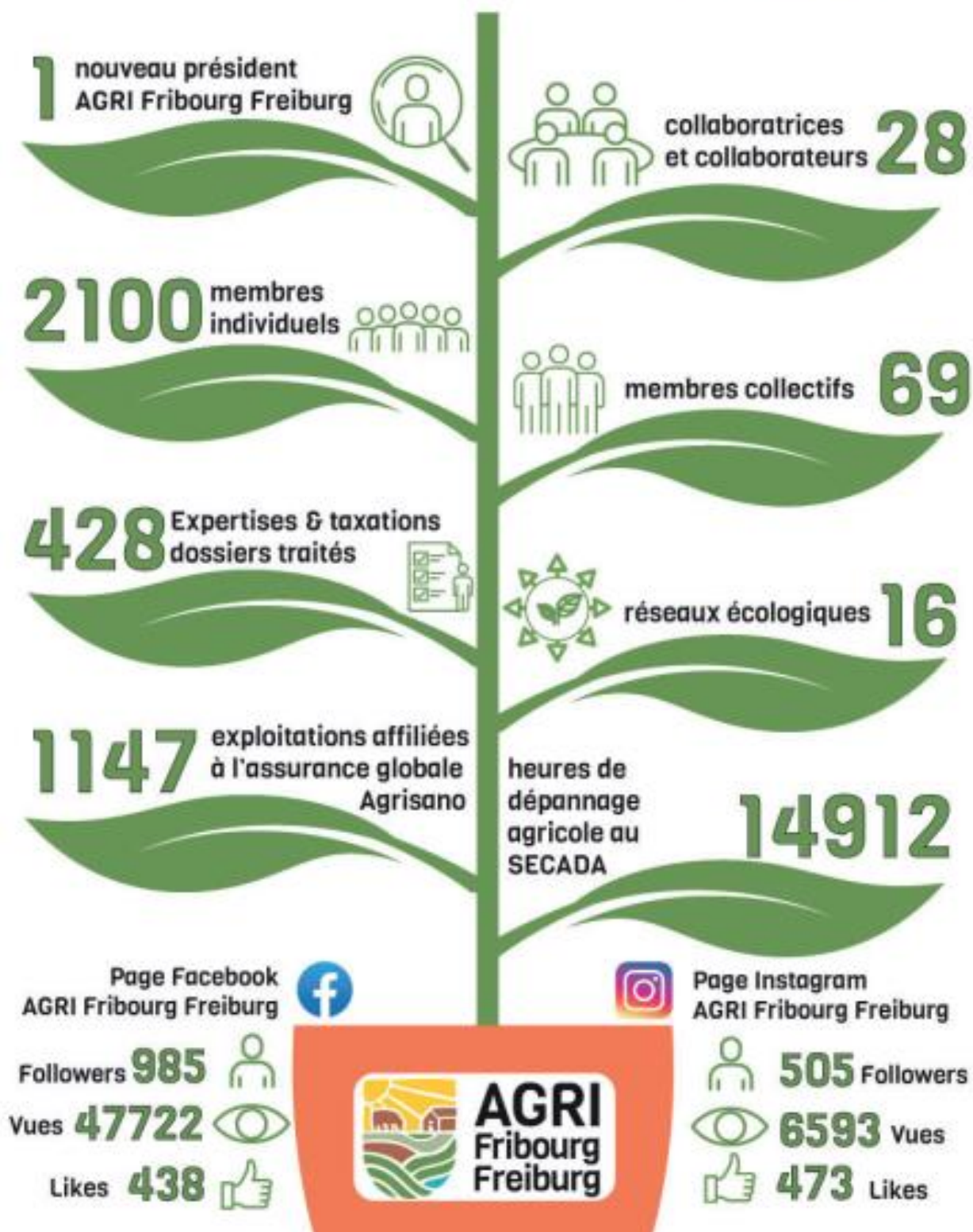
Sur le plan structurel, elle a constitué une période charnière. Elle a vu se succéder une transition de présidences, un changement d'identité et surtout l'introduction de nouvelles méthodes de gestion et de comptabilité informatisées, ainsi que le développement d'une communication digitale résolument tournée vers l'avenir – pour AGRI Fribourg, mais aussi pour l'ensemble de l'agriculture fribourgeoise. En parallèle, les bases d'une adaptation de notre structure organisationnelle ont été posées au bénéfice de retraites et changements d'orientation professionnelle de collaborateurs et collaboratrices.

La modernisation de notre administration a d'ores et déjà été amorcée en 2024. Elle se poursuivra en 2025 et en 2026. Grâce à l'engagement de nos collaboratrices et collaborateurs, que je remercie avec reconnaissance pour leur engagement au service de l'agriculture fribourgeoise, nous préparons activement le positionnement d'AGRI Fribourg pour les années à venir. Cela passe notamment par la mise en place d'outils de communication modernes, adaptés à notre époque, et qui pourront également servir à d'autres organisations. Vous en saurez plus sur ce sujet à la fin de l'été.

Les premières fondations de nos futurs projets de politique agricole ont également été posées cette année, notamment dans les domaines des réseaux écologiques et de la qualité du paysage. L'objectif est clair : maintenir une direction paysanne de ces projets, qui devront se développer en étroite collaboration avec l'administration cantonale, AGRI Fribourg, ainsi que les organisations tierces concernées.

Nous avons aujourd'hui des fondations plus robustes, sur lesquelles nous pourrons construire pour relever les défis futurs de la défense professionnelle de notre agriculture.

LES CHIFFRES 2024



Les chiffres clés 2024 – Commentaires

1 nouveau président

L'année 2024 a marqué un tournant institutionnel avec l'arrivée d'un nouveau président à la tête d'AGRI Fribourg. Un changement porteur pour les réformes en cours.

28 collaboratrices et collaborateurs

Une équipe solide et engagée, dont le professionnalisme permet à l'organisation de répondre efficacement aux attentes des membres et aux défis du secteur agricole.

2100 membres individuels

Une forte base de membres, preuve de la confiance accordée à AGRI Fribourg et de sa représentativité dans le canton.

69 membres collectifs

Des partenariats avec d'autres structures agricoles renforcent l'impact collectif et permettent une coordination renforcée des actions sur le terrain.

428 expertises & taxations traitées

Ce chiffre témoigne du rôle technique central d'AGRI Fribourg dans le traitement rigoureux et professionnel des dossiers liés à l'agriculture.

16 réseaux écologiques

La transition agroécologique se traduit concrètement : AGRI Fribourg s'engage activement dans des projets de préservation de la biodiversité et de valorisation du paysage. Les 16 projet représentent plus d'un million de francs d'économie pour les agriculteurs, entre bureau privé et travail en interne.

1147 exploitations affiliées à Agrisano

L'assurance globale séduit : AGRI Fribourg accompagne plus d'un millier d'exploitations vers plus de sécurité et de stabilité.

14'912 heures de dépannage agricole (SECADA)

Une disponibilité remarquable du service de dépannage, crucial pour soutenir les exploitations dans les situations d'urgence ou de surcharge.

Présence sur les réseaux sociaux

Facebook : 985 abonnés, 47'722 vues, 438 likes

Instagram : 505 abonnés, 6'593 vues, 473 likes

AGRI Fribourg renforce sa visibilité digitale avec une stratégie de communication moderne, dynamique et en pleine croissance.

LES CHIFFRES 2024

27 portraits de paysan.ne.s
broyard.e.s exposés au
Musée d'Estavayer et
ses grenouilles



6 mois
d'exposition
de portraits
de
paysan.ne.s
broyard.e.s
au Musée
d'Estavayer
et ses
grenouilles



32^e édition du
Brunch à la
ferme du 1^{er} août



12 familles
paysannes
fribourgeoises
ont organisé
un Brunch à la
ferme le 1^{er}
août



12 années de
collaboration
avec Agrisano



1326



élèves ont bénéficié du programme « L'école
à la ferme » section fribourgeoise

14 prestataires
fribourgeois
sont actifs
dans
l'association
« L'école à la
ferme »
fribourgeoise



94414



SMS envoyés par la Chambre fribourgeoise
d'agriculture

209 enfants ont participé le 28 mars à
EXPO Bulle aux ateliers
organisés par « L'école à la
ferme » et EXPO Bulle



Commentaires sur les chiffres 2024 – Sensibilisation & communication

27 portraits de paysan·ne·s broyard·e·s exposés

En mettant à l'honneur 27 visages de l'agriculture régionale, cette exposition a permis de rapprocher le public du quotidien des paysans et de valoriser leur engagement humain et professionnel.

6 mois d'exposition au Musée d'Estavayer

Une présence longue durée qui démontre le succès et l'intérêt suscité par cette initiative culturelle et agricole, c'est un véritable pont entre tradition et société.

32e édition du Brunch à la ferme (1er août)

Un rendez-vous désormais incontournable pour de nombreuses familles fribourgeoises, où se mêlent gastronomie, rencontre et découverte du monde agricole.

12 familles fribourgeoises participantes au Brunch

Grâce à l'implication de 12 familles, le Brunch à la ferme a, une fois de plus, permis de créer un lien direct entre producteurs et consommateurs, dans un cadre convivial et authentique. Nous cherchons toujours de nouvelles exploitations intéressées.

12 années de collaboration avec Agrisano

Une collaboration de longue date, preuve de la stabilité et de la qualité du partenariat entre AGRI Fribourg et Agrisano pour la couverture des exploitations agricoles. Le potentiel pour notre canton est encore grand, il y toujours et encore des lacunes d'assurances. Nous sommes prêts pour l'assurances des conjointes et conjoints demandés par la politique agricole.

14 prestataires fribourgeois actifs dans « L'École à la ferme »

Ces prestataires jouent un rôle essentiel dans l'éducation au goût, à la nature et à l'agriculture. Leur engagement permet de sensibiliser les jeunes générations de manière concrète et vivante.

1326 élèves bénéficiaires du programme « L'École à la ferme »

Ce chiffre témoigne du fort intérêt pour cette approche pédagogique, qui rapproche les enfants de la réalité des fermes et de la production alimentaire locale.

209 enfants présents à EXPO Bulle

Le 28 mars, plus de 200 enfants ont participé aux ateliers éducatifs. Une belle réussite qui confirme l'importance d'un contact direct entre les jeunes et le monde agricole dès le plus jeune âge.

94'414 SMS envoyés par la Chambre d'agriculture

La communication instantanée reste un outil précieux. Ces messages ont permis de transmettre en temps réel des informations utiles aux agriculteurs du canton, renforçant l'efficacité et la réactivité.

L'année 2024 restera aussi gravée dans les mémoires comme celle d'un soulèvement agricole dans notre canton. Le canton de Fribourg a été le théâtre d'une mobilisation paysanne de grande ampleur, portée par des revendications claires, fermes et légitimes. À l'image de la Résolution de Grandsivaz, cette révolte a permis de sensibiliser les autorités politiques et d'ouvrir une remise en question du cadre actuel de la production agricole.

Ce mouvement s'est inscrit dans une dynamique européenne plus large, mais il a pris, chez nous, des formes bien concrètes. Plusieurs convois de tracteurs et rassemblements ont eu lieu à travers le canton — à Chiètres, Lussy, Vallon ou encore Sâles. Entre février et mars, ces actions spectaculaires ont été marquées par un symbole fort : des lettres lumineuses formant un "SOS" dans la nuit, à l'aide de phares de tracteurs — c'est un appel silencieux mais puissant, exprimant la détresse de nos agriculteurs.

Un moment décisif de cette mobilisation fut sans conteste la réunion du 7 février à Grandsivaz, où plus de 400 agriculteurs se sont rassemblés. Ce soir-là, les exploitants ont signé une déclaration commune, posant les bases des revendications fribourgeoises. Cette rencontre a incarné la volonté d'un monde paysan uni, désireux de produire, de travailler, mais lassé d'une surcharge administrative jugée rébarbative, souvent déconnectée des réalités du terrain.

La Résolution de Grandsivaz énonce sept revendications fondamentales qui sont :

L'indexation des paiements directs et la garantie d'un revenu agricole digne.

La simplification de la bureaucratie, notamment la réduction des contrôles excessifs.

Le refus de l'augmentation imposée des surfaces de biodiversité (+3,5 %), perçue comme contre-productive.

L'abandon de l'outil numérique digiFLUX et une révision des normes de fumure trop rigides.

La priorité donnée à la production alimentaire suisse, face aux contraintes environnementales généralisées.

Une revalorisation des prix à la production, entre +5 et +10 %, notamment pour le lait, la viande et les céréales.

Un assouplissement des règles imposées pour l'épandage, en tenant compte des conditions réelles du terrain.

Ces revendications ont, en partie, trouvé écho. Le Grand Conseil fribourgeois a adopté une motion unanime de soutien. Mais ne nous y trompons pas : des signaux positifs ne suffisent pas. Il faudra des mesures concrètes, tangibles, durables — si nous voulons garantir un avenir digne à nos exploitations agricoles.

Car les enjeux sont considérables : produire localement, dans le respect de l'environnement, tout en permettant aux agriculteurs de vivre décemment de leur travail.

La révolte de 2024 a semé les graines du changement. Il nous appartient maintenant de faire pousser ce changement, ensemble, à travers des réformes profondes, à la hauteur des attentes du terrain.

À la fin de l'année, une dernière manifestation a eu lieu devant l'administration fédérale. Ce fut un signal fort, exprimant un ras-le-bol partagé par une majorité silencieuse d'exploitations à travers la Suisse. Car même ceux qui ne manifestent pas partagent les mêmes aspirations : plus d'estime, moins de paperasse, plus de stabilité, et surtout, de meilleurs prix. L'année 2024 a été difficile pour beaucoup de producteurs. Les difficultés financières sont venues s'ajouter aux frustrations sociales et administratives. Il est impératif de corriger les dysfonctionnements structurels qui pèsent sur le quotidien paysan. Pour cela, chaque acteur — des filières de production à l'administration — doit prendre conscience de sa responsabilité. Il est temps de mettre fin à la tentation de repousser les décisions, ou de transférer la pression sur d'autres. Les grands distributeurs, qui ont mené des campagnes médiatiques sur la baisse des prix en magasin, ne sont pas en dehors de cette équation. Ils doivent, eux aussi, répondre présent.

La révolte de 2024 a permis d'ouvrir le dialogue. En 2025 et en 2026, ce dialogue doit aboutir à des résultats. **Il ne s'agit plus d'échanger des mots, mais de poser des actes.** Ignorer l'appel des paysans ou renvoyer la balle sans agir serait une faute. Pire encore : un affront inacceptable envers un secteur vital de notre société.

Initiative Biodiversité

Encore une fois, notre agriculture a dû faire front. Une fois encore, une initiative extrême a été soumise au débat public et au vote de nos concitoyens. Et une fois encore, elle a été refusée.

Ces initiatives, année après année, nous mobilisent énormément. Elles nous coûtent du temps, de l'énergie, et des moyens considérables. Je rappelle que depuis 2021, nous avons dû investir des montants conséquents qui se chiffrent en plusieurs centaines de milliers de francs. Et pour quoi ? Pour contrer des attaques idéologiques venues de milieux souvent bien éloignés de la réalité du terrain. Des attaques qui ne cherchent pas à construire, mais à imposer une vision déconnectée, parfois méprisante, de notre métier. Car il faut le dire clairement : ces initiatives ne sont pas le fruit d'un dialogue ou d'une volonté de comprendre. Elles visent systématiquement notre profession, sans prendre en compte ce que nous faisons déjà, ni même ce que nous sommes. Elles veulent transformer nos exploitations sans nous consulter, et parfois même sans nous considérer.

Lors de la campagne contre l'initiative biodiversité, nous avons rappelé un fait fondamental : l'agriculture suisse s'engage déjà concrètement pour la biodiversité. Elle le fait chaque jour, sur le terrain, avec des mesures concrètes, avec du travail, avec des résultats. Et surtout, elle le fait en maintenant son rôle vital : nourrir la population de ce pays, de manière durable et responsable. Pendant toute cette campagne, aucun promoteur de l'initiative n'a été capable d'expliquer comment compenser les pertes de production qu'elle aurait provoquées. Aucun n'a pu dire comment éviter l'importation de produits étrangers, bien plus polluants. Aucun n'a proposé une solution réaliste. C'est un aveu. Un aveu d'ignorance, ou un refus d'affronter la complexité.

Et puis, il y a eu aussi la mesure des 3,5 % de surfaces de promotion de la biodiversité sur terres ouvertes. Longtemps débattue, plusieurs fois reportée, cette mesure a finalement été

abandonnée, grâce à une opposition forte, claire et déterminée de la profession agricole. Et soyons clairs : nous n'avons jamais été opposés à la biodiversité. Ce que nous avons contesté, c'est une décision prise sans logique agronomique, sans vision globale, et sans prendre en compte la sécurité alimentaire. Dans un monde où les incertitudes augmentent, réduire notre production aurait été irresponsable. Encourager les importations, un non-sens. Heureusement, le Parlement a entendu notre appel. Il a su écouter. Et il a compris que le monde paysan ne se soulève pas par plaisir, mais par nécessité. Il a compris que nous ne demandons pas des privilèges, mais du respect, de la reconnaissance et du bon sens.

Le rejet de cette initiative, comme l'abandon de cette mesure inutile, sont des signaux forts. Mais ils ne doivent pas être des fins en soi. Ils doivent être le début d'un vrai changement d'attitude envers l'agriculture. Car ce que nous défendons, ce n'est pas seulement le métier d'agriculteur. C'est un modèle de société, un choix de souveraineté, un engagement envers les générations futures.

Je voudrais aujourd'hui encore attirer votre attention sur une ressource qui, lorsqu'elle manque, rend tout le reste secondaire : l'eau. Sans eau, pas d'herbe, pas de lait, pas de légumes, pas de vie. Ici nous sommes au bord de l'eau, avons de la réserve et devons l'utiliser bon escient. Dans le canton de Fribourg, nous avons la chance d'avoir une agriculture variée, performante, répartie entre plaines et montagnes. Mais cette richesse repose sur un équilibre fragile. Et cet équilibre est aujourd'hui menacé par les sécheresses récurrentes et les changements climatiques. En plaine, notamment dans la Broye, c'est l'irrigation qui fait la différence entre une récolte viable et une récolte perdue. La Broye est une région productive, nourricière. Elle alimente le canton et au-delà en céréales, pommes de terre, légumes, fourrages. Mais cette capacité de production dépend d'une chose : l'accès à l'eau en période critique.

L'irrigation n'est pas un luxe, ce sera un besoin vital pour maintenir la qualité et la quantité de nos cultures. C'est aussi une garantie de sécurité alimentaire, ici, chez nous. C'est pourquoi le développement et la modernisation des infrastructures d'irrigation dans cette région sont une priorité. Il s'agit d'utiliser l'eau intelligemment, de la préserver, mais surtout de ne pas la laisser manquer au moment où elle est le plus nécessaire.

Et en montagne, là aussi, l'eau devient un enjeu crucial. Dans nos alpages fribourgeois, les sources tarissent plus tôt. Les agriculteurs doivent souvent faire preuve d'ingéniosité – parfois de système D – pour abreuver leur bétail, voir faire appel aux hélicoptères. L'adduction d'eau en montagne, ce sont des kilomètres de conduites, des cuves, des points d'abreuvement. Ce sont aussi des conditions minimales pour que la vie d'estivage continue, que les animaux montent en alpage, que nos paysages soient entretenus, que nos fromages d'appellation restent ce qu'ils sont. L'eau en montagne, c'est l'eau de la dignité du travail bien fait, loin des projecteurs, mais essentielle à l'équilibre du territoire.

Pour que les deux régions survivent, il n'y a une seule réponse : la solidarité

Face à ces enjeux, nous devons adopter une approche solidaire. Solidarité entre agriculteurs de plaine et d'altitude. Solidarité entre générations, car les infrastructures qu'on construit aujourd'hui serviront demain. Solidarité aussi dans les politiques publiques, car l'eau est un bien commun qui mérite une vision d'ensemble. Plaine et montagne ne doivent pas être mises en concurrence, mais pensées comme complémentaires. L'irrigation dans la Broye et

l'adduction en alpage ne sont pas deux combats séparés : ce sont les deux piliers d'une même agriculture, celle qui nourrit, celle qui respecte, celle qui unit le canton.

Si nous voulons garder une agriculture vivante, diversifiée, ancrée dans nos territoires, alors nous devons garantir l'eau partout où elle est nécessaire. L'eau est un droit agricole fondamental. C'est aussi un devoir collectif de l'amener à l'agriculture.

Merci de votre attention — et surtout, merci à toutes celles et ceux qui, sur le terrain, s'engagent pour la production agricole, de qualité, durable et surtout locale.

Frédéric Ménétreay

Directeur AGRI Fribourg Freiburg

Rapport du Directeur Portalban, 30.06.2025